Mémorial

du

Memorial

des

Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 31 juillet 1926.

N^o 31.

Samstag, 31. Juli 1926.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926 réglant la perception des droits d'accise établis par la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie;

Le Conseil d'Etat entendu en son avis;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Quinze jours au plus tard avant la mise en activité d'une nouvelle distillerie le propriétaire ou le détenteur doit remettre au receveur des contributions du ressort la déclaration prévue par l'art. 20 de la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie, si cette distillerie doit être exploitée comme distillerie agricole ou comme distillerie industrielle, ainsi que le vendeur ou le fabricant des appareils de l'usine.

Dans le même délai les changements dans l'aménagement de l'usine, l'acquisition d'appareils nouveaux et la transformation d'une distillerie agricole en distillerie industrielle doivent être déclarés au receveur du ressort.

Le distillateur qui vend son appareil distillatoire ou une partie de celui-ci, doit en faire la déclaration au bureau du receveur des contributions dans la quinzaine de la vente avec l'indication des noms et domicile de l'acheteur.

Art. 2. Celui qui fabrique des appareils de distillation ou de rectification ou qui en fait le commerce

Großh. Beschluß vom 29. Juli 1926, betreffend die Erhebung der durch Gesetz vom 27. Juli 1925 über die Branntweinsteuer vorgesehenen Afzifengebühren.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 27. Juli 1925 über die Branntweinsteuer;

Nach Einsicht des Gutachtens des Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschloffen und beschließen:

Art. 1. Spätestens 14 Tage vor Inbetriebsetzung einer neuen Brennerei muß der Eigentümer oder Besitzer derselben dem Bezirkssteuereinnahmer die durch Art. 20 des Gesetzes vom 27. Juli 1925 über die Branntweinsteuer vorgesehene Anmeldung einreichen, ob diese Brennerei als landwirtschaftliche oder gewerbliche Brennerei betrieben wird, sowie den Verkäufer oder Hersteller der Betriebsapparate angeben.

In derselben Frist sind Änderungen der Brennereieinrichtung, die Anschaffung neuer Apparate und die Umwandlung einer landwirtschaftlichen Brennerei in gewerbliche dem Bezirkssteuereinnahmer anzumelden.

Der Brenner, welcher seinen Brennapparat oder einen Teil desselben veräußert, muß dies dem Steueramte innerhalb 14 Tagen nach dem Verkauf, mit Angabe des Namens und Wohnortes des Käufers, anmelden.

Art. 2. Wer Brenn- oder Rektifizierapparate herstellt oder damit Handel für sich oder für Rechnung

soit pour son compte, soit sur le compte d'un tiers, doit tenir un livre spécial dans lequel sont inscrits la date de la vente, le nom de l'acheteur, la nature de l'appareil, la marque de fabrique, la contenance et en général toutes les marques et signes tant extérieurs qu'intérieurs qui peuvent servir à identifier l'appareil vendu.

Art. 3. Le commencement des travaux d'une distillerie doit être déclaré au plus tard la veille des travaux au receveur des contributions du lieu de la situation de l'usine.

En cas de changement des travaux, de leur continuation à l'expiration du temps déclaré, ou de leur reprise après une interruption, il y a lieu à remise d'une nouvelle déclaration de travail dans les mêmes formes.

Art. 4. La déclaration des travaux des distillateurs de matières farineuses comprendra :

1° les noms, profession et domicile du distillateur intéressé;

2° le jour de la première mise en trempe ou en macération des matières et le jour de la fin des travaux;

3° la durée des travaux par série d'une ou de plusieurs quinzaines de jours;

4° le nombre et le numéro des cuves qu'il emploiera pour la trempe, la macération, la fermentation ou la réunion des matières propres à la distillation;

5° le nombre et le numéro des cuves à levain, des cuves de vitesse ou des condensateurs dont il fera usage pour le dépôt des matières macérées ou fermentées;

6° le nombre, le numéro et l'emploi des alambics et des colonnes distillatoires dont il fera usage;

7° la capacité de chacun des vaisseaux mentionnés aux trois paragraphes qui précèdent;

8° le nombre de chargements des cuves à trempe déclarées ainsi que le poids des matières premières employées à chaque chargement, poids à indiquer séparément pour chaque nature de matière (seigle, méteil, froment etc. maïs, pomme de terre, malt).

La déclaration doit comprendre les travaux à exécuter pendant une série de 15 jours consécutifs, sans que sa durée puisse dépasser quatre séries de 15 jours consécutifs.

eines Dritten treibt, ist gehalten ein besonderes Buch zu führen in welches das Datum des Verkaufs, der Name des Käufers, die Art des Apparates, die Fabrikmarke, der Rauminhalt und im Allgemeinen alle sowohl äußere als innere Merkmale und Kennzeichen, welche zur Identifizierung des verkauften Apparates dienen können, einzutragen sind.

Art. 3. Die Eröffnung des Betriebes einer Brennerei ist dem zuständigen Steueramte spätestens am Tage vor dem Beginn der Arbeiten anzumelden.

Soll der Betrieb geändert, nach Ablauf des angemeldeten Zeitraumes fortgesetzt oder nach einer Pause wieder aufgenommen werden, so ist eine neue Betriebsanmeldung in gleicher Weise einzureichen.

Art. 4. Die Betriebsanmeldung der mehrlige Stoffe verarbeitenden Brenner muß enthalten:

1. Name, Gewerbe und Wohnsitz des betreffenden Brenners;

2. Tag der ersten Einmischung der Rohstoffe und des Endes des Betriebes;

3. Dauer des Betriebes für eine oder mehrere fünfzehntägige Arbeitsfolgen;

4. Zahl und Nummer der zu verwendenden Einmischungs-, Gär- oder Sammelbottiche für die zum Abbrennen geeigneten Rohstoffe;

5. Zahl und Nummer der zur Niederlage der eingemischten oder vergorenen Stoffe dienenden Hefebottiche, Vorwärmer oder Kondensatoren;

6. Zahl und Nummer und Verwendungsart der Brennblasen und Destillierkolonnen;

7. Rauminhalt eines jeden der in den drei vorhergehenden Paragraphen bezeichneten Gefäße;

8. Zahl der Bemischungen der angemeldeten Mischbottiche sowie Gewicht der zu jeder Bemischung bestimmten Rohstoffe. Letzteres muß getrennt nach Fruchtarten (Roggen, Weizen, Mischelfrucht, Mais, Kartoffeln, Malz) angegeben werden.

Die Anmeldung muß sich mindestens auf eine Reihenfolge von 15 Betriebstagen erstrecken, kann jedoch nicht über vier solcher fünfzehntägigen Reihenfolgen hinausgehen.

Les détenteurs de distilleries de matières farineuses doivent joindre à leur déclaration, pour chaque série de travail, un plan détaillé en double expédition des opérations de leur usine.

Art. 5. La déclaration des travaux des distillateurs de fruits comprendra :

a) une déclaration de mise en macération qui contiendra les indications suivantes :

- 1° les noms, profession et domicile des déclarants ;
- 2° la désignation de la distillerie dans laquelle les travaux auront lieu ;
- 3° le jour de la première mise en trempé ou en macération des matières ;
- 4° le nombre et le signe distinctif des vaisseaux employés pour la trempé, la macération, la fermentation ou la réunion des matières premières propres à la distillation ;

5° la capacité de chacun des vaisseaux mentionnés au paragraphe précédent ;

b) une déclaration de travail à faire au plus tard la veille de la distillation ; elle contiendra le jour et l'heure auxquels on commencera les bouillées et indiquera en outre le numéro et l'emploi des alambics ou chaudières ainsi que le jour et l'heure de la fin des travaux.

Pendant l'intervalle qui séparera la remise de l'une et l'autre de ces déclarations corrélatives, intervalle qui ne pourra excéder cinq mois, les scellés pourront être apposés sur l'appareil de distillation.

Il est permis à plusieurs propriétaires de fruits ou de matières premières destinées à la distillation, de mettre ces substances ensemble pour les distiller dans les appareils de l'un d'eux ou d'un tiers. Les cuves, tonneaux, fûts ou autres vaisseaux devant recevoir les fruits seront régulièrement désignés sous le rapport du nombre, du signe distinctif, de la contenance et de la destination ; aucun dépôt de matières premières macérées ou en fermentation autre que ceux ainsi préalablement déclarés ne pourra être établi.

A l'occasion de la revision des mises en macération, tous les vaisseaux contenant des fruits ou matières y assimilées seront considérés comme remplis ; toutefois, une déduction de 10 % de la contenance

Die Besitzer von Brennereien von mehligem Stoffen sind gehalten, der Steuerverwaltung für jede Betriebsperiode einen Betriebsplan in doppelter Ausfertigung einzureichen.

Art. 5. Die Betriebsanmeldung der Obstbrenner muß enthalten :

a) eine Einmischungsanmeldung mit folgenden Angaben :

1. Name, Gewerbe und Wohnsitz der Interessenten ;
2. Nähere Bezeichnung der Brennerei, in der die Arbeiten stattfinden ;
3. Tag der ersten Einmischung des Materials ;
4. Zahl und besonders Zeichen der Einmischungs-, Gär- und Sammelgefäße für die zum Abbrennen geeigneten Rohstoffe ;

5. Rauminhalt jedes der im vorhergehenden Paragraphen bezeichneten Gefäße ;

b) eine Brennanzeige, welche spätestens am Tage vor dem Abbrennen einzureichen ist ; dieselbe muß Tag und Stunde angeben, an denen die Abtriebe beginnen und außerdem die Nummer und die Verwendungsart der Brennblasen und Kesseln, sowie den Tag und die Stunde des Betriebsendes enthalten.

In dem zwischen die Abgabe der Einmischungsanmeldung und Brennanzeige fallenden Zeitraum, der über fünf Monate nicht hinausgehen darf, kann der Brennapparat unter Verschluss gelegt werden.

Es ist gestattet, daß mehrere Obstbesitzer ihr zur Branntweinsbereitung bestimmtes Material zusammenlegen, um es in der Brennerei des einen oder andern von ihnen oder in einer fremden Brennerei abzubrennen. Die zum Einschlagen des Materials bestimmten Bottiche, Fässer, Gebinde oder sonstigen Gefäße müssen hinsichtlich ihrer Zahl, Erkennungszeichen, Rauminhalts und ihrer Verwendungsart genau bezeichnet und regelmäßig angemeldet werden ; keine andere Niederlage von eingemaischtem und gärendem Material ist statthaft als die welche solcher gestalt vorgängig angezeigt wurden.

Bei der Revision der Vorräte an Material werden alle Obst oder diesem gleichgestellten Stoffe enthaltende Gefäße für voll angenommen ; bei eingestampften Weintrebern, Kernobst und Trebern von

de ces vaisseaux est accordée pour les marcs de raisins entassés, les fruits à pépins et les marcs de fruits à pépins, à raison des couches supérieures non utilisables de ces vaisseaux.

Pour la distillation de fruits, le commencement des travaux coïncide avec la déclaration de mise en macération des substances destinées à la fabrication d'eau-de-vie.

Les travaux doivent être restreints aux substances désignées dans la déclaration.

Art. 6. Les détenteurs de distilleries de fruits doivent tenir un registre de distillation conforme au modèle prescrit. Toutefois, les détenteurs de distilleries de fruits, dont la production par campagne de distillation n'excède pas un hectolitre d'alcool pur, peuvent être dispensés de la tenue du registre de distillation pour des motifs à apprécier par l'administration.

Les inscriptions au registre doivent être faites dès le commencement et à la fin de chaque opération, soit par le distillateur lui-même, soit, sous la responsabilité de celui-ci par un délégué spécial.

Les ratures et changements des inscriptions ne sont permis que dans des circonstances particulières à indiquer dans le registre de distillation.

Le registre est tenu par trimestre. Après la dernière inscription trimestrielle et, au plus tard les huit jours qui suivent la clôture du trimestre, le registre doit être remis aux commis des accises.

Art. 7. Les déclarations de travail devront être distinctes pour chaque nature de matières donnant lieu à l'application d'un taux de rendement différent à moins que le distillateur ne se soumette à acquitter les droits d'après le rendement le plus élevé.

En cas de distillation d'un mélange de différentes espèces de fruits, il y a lieu d'indiquer *en litres*, aussi exactement que possible, la quantité de chacun des éléments constitutifs du mélange.

La prise en charge se règle sur celle des substances employées qui présente le taux de rendement le plus élevé. Il est toutefois permis d'excepter de cette règle les additions jusqu'à concurrence d'un cinquième de la contenance des vaisseaux remplis.

Art. 8. La distillation simultanée de farineux et de fruits est autorisée, à la condition que le dis-

Kernobst ist für die obere unbrauchbare Schicht ein Zehntel des ermittelten Rauminhalts der Gefäße abzuglehen.

Als Eröffnung des Betriebes gilt bei Materialbrennereien die Anmeldung der zur Branntweingewinnung eingeschlagenen Stoffmengen.

Es dürfen keine anderen Stoffgattungen als die angemeldeten verarbeitet werden.

Art. 6. Die Besitzer von Materialbrennereien sind gehalten ein Brennbuch nach vorgeschriebenem Muster zu führen. Jedoch können Besitzer von Materialbrennereien, deren Jahreserzeugung 1 Hektoliter nicht übersteigt, von der Führung des Brennbuches nach Ermessen der Verwaltung befreit werden.

Die Einträge sind von dem Brennereibesitzer selbst oder unter seiner Verantwortung von einem hierzu Bevollmächtigten sofort beim Beginn und nach Beendigung einer jeden einzelnen Verrichtung zu bewerkstelligen.

Abänderungen oder Streichungen von Einträgen sind nur unter besonderen Umständen statthaft; im Brennbuch sind diese Umstände zu vermerken.

Das Brennbuch ist nach der letzten Eintragung des Quartals, für welches es geführt wird, spätestens aber binnen acht Tagen nach Schluß des Quartals an die Steuerbeamten abzuliefern.

Art. 7. Die Betriebsanmeldungen müssen getrennt für jede Materialgattung, bei der ein besonderer Ausbeutesatz zur Anwendung kommt, eingereicht werden, falls der Brenner sich nicht verpflichtet, der Steuerberechnung diejenige Materialgattung zu Grunde zu legen, für welche der höchste Ausbeutesatz vorgesehen ist.

Wenn Gemische verschiedener Materialgattungen verarbeitet werden, sind die einzelnen Bestandteile der Mischung tunlichst in Litern anzugeben.

Der Steuerberechnung wird diejenige Materialgattung zu Grunde gelegt, für welche der höchste Ausbeutesatz besteht. Beimischungen, die nicht mehr als ein Fünftel des Rauminhalts der gefüllten Gefäße betragen, können unberücksichtigt bleiben.

Art. 8. Das gleichzeitige Abbrennen von mehligem Stoffen und Material ist zulässig unter der Bedingung,

tillateur intéressé s'oblige à tenir, à côté du plan de distillation le registre prescrit pour la distillation de fruits.

Art. 9. Les déclarations mentionnées aux art. 4 et 5 ne sont valables pour justifier les travaux qu'autant qu'elles aient été admises par le receveur et qu'il en ait été délivré ampliation.

Art. 10. Il est permis au distillateur de céder passagèrement l'usage de son usine à d'autres personnes.

En cas de distillation de substances non farineuses, la déclaration de fabrication peut également être remise par le propriétaire des fruits. Si ce dernier déclare lui-même la mise en activité de l'usine, il est subrogé aux droits et obligations du détenteur de la distillerie.

Art. 11. Si des changements aux déclarations de travail sont demandés, la nouvelle situation sera constatée par les agents du service dès la réception de l'avis afférent et, au plus tard, dans les 24 heures.

Si le changement des travaux emporte également une modification de la prise en charge, cette modification doit être opérée sur la déclaration en cours.

Lorsqu'après le commencement des travaux, il survient une interruption amenée en suite de circonstances particulières, sans la faute du distillateur, ou lorsque les matières déclarées ne peuvent être distillées en tout ou en partie, le directeur des contributions pourra, sur la demande de l'intéressé, accorder une réduction proportionnelle du montant des droits arrêtés.

Le distillateur est tenu de signaler l'interruption sur le champ, et au plus tard dans les 24 heures, à l'administration des contributions, qui fera constater l'état des choses.

Art. 12. Dans les distilleries *forfaitaires de farineux* le poids minimum des matières premières à déclarer par hectolitre de la contenance de cuves à trempe, à macération ou à fermentation, est fixé comme suit:

1° à 10 kilogrammes pour toutes les distilleries activées à feu nu, à l'exception des distilleries à feu nu faisant usage d'un bain-marie pour la distillation du moût fermenté;

2° à 11 kilogrammes pour les distilleries à feu nu faisant usage d'un bain-marie pour la distillation du moût fermenté de farineux;

daß der betreffende Brennereihaber sich verpflichtet, neben dem Betriebsplan das für Materialbrenner besonders vorgeschriebene Brennbuch zu führen.

Art. 9. Die in Artikel 4 und 5 vorgesehenen Anmeldungen sind nur dann für Betriebsöffnung gültig, sofern dieselben von dem Steueramte genehmigt und von diesem ein Duplikat ausgestellt worden ist.

Art. 10. Dem Besitzer einer Brennerei ist gestattet, dieselbe vorübergehend andern Personen zur Benutzung zu überlassen.

Bei der Verarbeitung nicht mehligter Stoffe kann die Betriebsanmeldung auch von dem Materialbesitzer abgegeben werden. Wird der Betrieb von dem Materialbesitzer angemeldet, so tritt derselbe in die Rechte und Pflichten des Brennereibesizers ein.

Art. 11. Werden Abänderungen der Betriebsanmeldungen beantragt, so ist nach Eintreffen der Anzeige, spätestens aber innerhalb 24 Stunden, der Sachverhalt an Ort und Stelle amtlich festzustellen.

Wenn durch den geänderten Betrieb die Steuerberechnung ebenfalls berührt wird, so ist dieselbe in der aufliegenden Brennanzeige richtig zu stellen.

Wenn nach dem Beginn des Betriebes in Folge besonderer Umstände und ohne Verschulden des Brenners eine Unterbrechung des Betriebes eintritt, oder die angemeldeten Stoffe überhaupt nicht oder nur teilweise abgebrannt werden können, so kann auf Ansuchen von dem Steuerdirektor ein entsprechender Abgabemachlaß gewährt werden.

Der Brennereibesitzer ist verpflichtet, der Steuerbehörde, zum Zweck der Feststellung des Tatbestandes sofort, spätestens aber innerhalb 24 Stunden von dem Vorfalle Anzeige zu erstatten.

Art. 12. In den mehligte Stoffe verarbeitenden Abfindungsbrennereien ist das pro Hektoliter Rauminhalt zu deklarierende Normalmindestgewicht festgesetzt wie folgt:

1. auf 10 Kilogramm für alle Brennereien mit unmittelbarer Feuerung, mit Ausnahme der Brennereien die zum Abbrennen der vergorenen Maische ein Wasserbad verwenden;

2. auf 11 Kilogramm für Brennereien mit unmittelbarer Feuerung, die zum Abbrennen der vergorenen Maische ein Wasserbad verwenden;

3° à 12,5 kilogrammes pour les distilleries à vapeur, dans lesquelles la préparation du moût est faite à la main ou bien à l'aide d'appareils mécaniques mis en mouvement à bras d'hommes;

4° à 15 kilogrammes pour les distilleries à vapeur, dans lesquelles la préparation du moût s'opère à l'aide d'appareils mécaniques mis en mouvement par un moteur.

Ces quantités sont portées au triple lorsque, au lieu de céréales, il est fait usage de pommes de terre pour la fabrication d'eau-de-vie.

Le poids normal pourra être majoré ou diminué par l'administration des contributions dans des cas particuliers, lorsqu'il aura été démontré par des essais saccharométriques ou alcoolométriques que le poids normal est insuffisant ou excessif pour la marche normale d'une usine.

Art. 13. Dans les distilleries forfaitaires, la quantité d'alcool passible du droit d'accise sera déterminée d'avance, pour chaque déclaration de travail, d'après le taux de rendement applicable en exécution du présent règlement et la quantité de matière première déclarée ou le volume de moût normal résultant des matières premières déclarées.

Trois kilogrammes de pommes de terre ou un kilogramme de céréales correspondent à quatre litres de moût normal.

Un kilogramme de mouture de céréales blutée donne 4,6 litres de moût normal.

Le malt vert ou touraillé n'entre pas en ligne de compte pour la détermination du volume du moût normal, si la quantité n'excède pas 5 % des pommes de terre ou 15 % des céréales déclarées.

Art. 14. Pour les distilleries activées à feu nu, travaillant des pommes de terre ou des céréales il sera fait application d'un taux de rendement de 6 litres d'alcool pur par hectolitre de moût normal.

S'il est fait usage d'appareils mécaniques, soit pour la préparation, soit pour la réfrigération du moût, le taux de rendement sera de 6,5 litres d'alcool pur par hectolitre de moût normal.

Le chauffage à feu nu exclut toute introduction de vapeur dans l'alambic. Celui-ci doit être chauffé au feu nu. Il est toutefois permis au distillateur d'adapter à l'alambic un bain-marie, un bain de vapeur ou de sable, pour empêcher que le moût ne prenne le goût du brûlé. Si la vapeur des bains-

3. auf 12,5 Kilogramm für Dampfbrennereien, in denen die Herstellung der Maische mit der Hand oder vermittelt mechanischer, durch Handbetrieb in Bewegung gesetzter Apparate geschieht;

4. auf 15 Kilogramm für Dampfbrennereien, in welchen die Herstellung der Maische vermittelt mechanischer Apparate mit Motorbetrieb geschieht.

Vorstehende Mengen sind zu verdreifachen, wenn, anstatt Getreide, Kartoffeln zur Branntweinerzeugung verwandt werden.

Die normale Mindestmenge kann durch die Steuerverwaltung für einzelne Fälle erhöht oder ermäßigt werden, sobald sich aus Maischewägungen oder Probebrennen, die in den Brennereien vorgenommen wurden, ergibt daß die normale Mindestmenge für den normalen Betrieb einer Brennerei zu niedrig oder zu hoch ist.

Art. 13. Bei der Abfindung wird die Alkoholmenge, welche der Brennsteuer unterliegt, im Voraus für jede Brennanzeige bindend festgesetzt und zwar nach dem gemäß gegenwärtigem Reglemente zutreffenden Ausbeutesatz und der angemeldeten Stoffmenge oder der dieser letzteren entsprechenden Normalmaische.

Bei Berechnung der Normalmaische sind drei Kilogramm Kartoffeln oder ein Kilogramm Getreide gleich 4 Liter Maische zu setzen.

Ein Kilogramm gebeuteltes Mehl liefert 4,6 Liter Normalmaische.

Bei Verwendung von Kartoffeln bleibt Grün- oder Darrmalz bis zu 5%, bei Getreide bis zu 15% des angemeldeten Stoffgewichtes für die Berechnung der Normalmaische außer Betracht.

Art. 14. Für Brennereien mit unmittelbarer Feuerung, welche Kartoffeln oder Getreide verarbeiten ist ein Ausbeutesatz von 6 Liter r. A. pro Hektoliter Normalmaische anzuwenden.

Erfolgt die Herstellung oder das Kühlen der Maische vermittelt mechanischer Apparate, so beträgt der Ausbeutesatz 6,5 Liter r. A. pro Hektoliter Normalmaische.

Die unmittelbare Feuerung setzt voraus, daß kein Dampf in die Brennblase geleitet, dieselbe vielmehr durch direktes Feuer erhitzt wird, daß jedoch den Brennereibesitzern gestattet ist, an den Brennblasen Wasserdampf- oder Sandbäder anzubringen, um ein Anbrennen der Maische zu verhüten. Wird der in

marie est introduite dans l'alambic ou bien si elle est employée à la préparation du moût ou à d'autres opérations, la distillerie intéressée est à considérer comme distillerie à vapeur.

Pour les distilleries à vapeur, il sera fait application des taux de rendement suivants:

- a) si elles n'emploient ni ustensiles auxiliaires, ni appareils distillatoires perfectionnés..... 6,5 litres.
- b) si elles emploient, soit un appareil mécanique pour la préparation ou pour la réfrigération du moût, soit un alambic composé..... 7,0 »
- c) si elles emploient un alambic composé et un appareil mécanique pour la préparation ou la réfrigération du moût.... 7,5 »

Le même taux de 7,5 litres sera appliqué en cas d'emploi:

- 1° d'un moteur et d'un macérateur ou d'un appareil mobile, soit pour la préparation, soit pour la réfrigération du moût;
- 2° d'un moteur, d'un macérateur et d'un appareil composé;
- d) si elles font usage d'un cuiseur Hentze ou d'une installation à l'amylo ..... 8 »

En cas d'emploi de maïs, les taux qui précèdent sont majorés chacun de ½ %.

En cas d'emploi d'un mélange de seigle et de maïs, le taux de rendement du maïs est applicable.

Art. 15. Pour les matières non farineuses, les taux de rendement normaux sont fixés, par hectolitre de la contenance des vaisseaux remplis, comme suit:

Cerises à	4,5 %
quetsches et mirabelles	4, %
prunes et autres fruits à noyau	3,0 %
fruits à pépins	2,0 %
marcs de fruits à pépins sans distinction	1,2 %
prunelles sauvages, baies du sorbier et du genévrier	1,5 %
autres fruits à baies.....	2,0 %
raisins en grains	4,5 %
lies de vin liquides.....	3,0 %

dem Dampfbad erzeugte Dampf in die Brennblase geleitet oder zur Herstellung der Maische oder zu andern Brennereizwecken verwendet, so muß eine solche Brennerei als Dampfbrennerei behandelt werden.

Für Dampfbrennereien gelten folgende Ausbeutesätze:

- a) wenn sie weder Hilfsapparate noch vervollkommnete Brennapparate verwenden, 6,5 Liter,
- b) wenn sie einen mechanischen Apparat zur Herstellung oder zum Köhlen der Maische, oder einen zusammengesetzten Apparat verwenden..... 7,0 „
- c) wenn sie einen zusammengesetzten Apparat und einen mechanischen Apparat zur Herstellung oder zum Köhlen der Maische verwenden ..... 7,5 „

Derselbe Satz von 7,5 Liter ist anwendbar im Falle von Verwendung:

- 1. eines Motors und eines Maischapparates oder eines beweglichen Apparates zur Herstellung oder zum Köhlen der Maische;
- 2. eines Motors, eines Maischapparates und eines zusammengesetzten Apparates;
- d) wenn sie einen Hentzedämpfer oder eine Einrichtung nach dem Amyloverfahren verwenden, ... 8 Liter.

Wird Mais verarbeitet, so werden vorstehende Sätze je um ein halbes Prozent erhöht.

Wird ein Gemisch von Roggen und Mais verarbeitet, so ist der für Mais festgesetzte Ausbeutesatz anwendbar.

Art. 15. Bei nicht mehligem Stoffen sind folgende Normalausbeutesätze pro Hektoliter Rauminhalt der gefüllten Bottiche in Anwendung zu bringen:

für Kirschchen ,.....	4,5 %
für Zwetschen und Mirabelnen	4,0 %
für Pflaumen und sonstiges Steinobst.....	3,0 %
für Kernobst	2,0 %
für Kernobsttreber ohne Unterschied.....	1,2 %
für Schlehen, Vogelbeeren, Wachholderbeeren	1,5 %
für sonstige Beeren	2,0 %
für Weinbeeren	4,5 %
für flüssige Traubenweihenefe.....	3,0 %

lies de vin pressurées et lies de fruits ..... 2,0 % marcs de raisins additionnés d'eau sucrée en vue de la préparation de piquette, qui ont été séparés de la piquette non pas en une fois par pression, mais au moyen d'un soutirage graduel et successif ..... 2,5 % marcs de raisins trempés ou non trempés provenant des pays méridionaux..... 3,5 % autres marcs de raisins non trempés ..... 1,5 % marcs de raisins trempés ..... 0,8 % gentianes et autres racines ..... 2,0 % topinambours ..... 3,5 % résidus de la fabrication de bière ..... 1,5 % bière aigre, bière coulée, et autres déchets de bière..... 3,0 % eaux de décantage de la levure ..... 2,0 %	für gepresste Traubenweinhefe und Obstweinhefe ..... 2,0 % für Weintreber, die nach einem Aufgusse von Zuckwasser zur Nachweibereitung gedient haben und von denen der Nachweib nicht auf einmal durch Pressung ausgeschieden, sondern nach und nach abgezogen worden ist ..... 2,5 % für Weintreber von sübländischen Trauben (gewässert und nicht gewässert)..... 3,5 % für andere Weintreber nicht gewässert.... 1,5 % für andere Weintreber gewässert ..... 0,8 % für Enzian und sonstige Wurzeln ..... 2,0 % für Topinambours (Rohkartoffeln) ..... 3,5 % für Rückstände von der Bierbereitung..... 1,5 % für umgeschlagenes Bier, Tropfbier und sonstige Bierrückstände ..... 3,0 % für Hefenbrühe..... 2,0 %

Art. 16. Il y a lieu de fixer des taux de rendement spéciaux:

- a) sur la demande des distillateurs;
- b) si, par l'application des taux de rendement *normaux* l'intérêt fiscal paraît menacé d'une frustration considérable, à en juger d'après la nature des matières employées ou les conditions d'exploitation de l'usine;
- c) si d'autres matières que celles spécifiées à l'article précédent, comme p. ex. cidre, poiré, vin de raisins, vin de façon, corinthes, rosines, résidus de la fabrication de vin de raisins secs, marcs de raisins additionnés de sucre, si de plus des mélanges consistant soit en tout ou en partie dans les matières préindiquées, soit en sucre ou en eau sucrée ou en d'autres produits analogues, sont employées à la fabrication de l'eau-de-vie.

Art. 17. Les taux de rendement spéciaux seront fixés par la direction des contributions.

La détermination du taux de rendement spécial se base sur la constatation officielle de rendements effectifs.

Si le rendement a déjà été constaté spécialement pour plusieurs distilleries et que ces constatations ont donné un résultat plus ou moins concordant, il est permis de s'en servir comme point de départ pour la fixation du taux de rendement applicable à d'autres distilleries de la même catégorie. On

Art. 16. Besondere Ausbeutesätze sind festzusetzen:

- a) Auf Antrag des Brennereibesizers;
- b) wenn nach der Beschaffenheit des Materials oder den Betriebsverhältnissen anzunehmen ist, daß die Anwendung der Normalausbeutesätze das Steuereinkommen erheblich beeinträchtigen würde;
- c) wenn andere als die im vorhergehenden Artikel aufgeführten Materialgattungen, z. B. Obstwein, Traubenwein, Kunstwein, Korinthen, Rosinen, Rückstände der Rosinenweibereitung, gezuckerte Weintreber, ferner Mischungen, die ganz oder zum Teil aus diesen Materialgattungen oder aus Zucker, Zuckwasser und dergleichen bestehen, zur Branntweibereitung verarbeitet werden.

Art. 17. Die Festsetzung der besonderen Ausbeutesätze erfolgt durch den Steuerdirektor auf Grund von Ermittlungen der tatsächlichen Ausbeute.

Ist die Ausbeute schon für mehrere Brennereien ermittelt und dabei ein im Wesentlichen übereinstimmendes Ergebnis erzielt worden, so kann unter Berücksichtigung dieses Ergebnisses der Ausbeutesatz auch für andere Brennereien gleicher Kategorie festgesetzt werden. Ebenso kann der Ausbeutesatz ohne

peut de même fixer le taux de rendement sans recourir à des constatations spéciales, si l'on possède d'autres renseignements pertinents sur le rendement d'une distillerie.

Dans le cas où le taux de rendement spécialement déterminé ne diffère pas de plus d'un dixième du taux de rendement normal, il y a lieu d'appliquer ce dernier taux.

Art. 18. La constatation des rendements s'opère :

1° quand il s'agit de matières farineuses :

a) soit au moyen d'essais de distillation,

b) soit par la distillation d'échantillons de moûts fermentés ;

c) soit à l'aide du procédé basé sur le pesage du moût.

2° Quand il s'agit de matières non farineuses :

a) soit par des essais de distillation ;

b) soit par la distillation d'échantillons des matières fermentées pour autant que les dernières se prêtent à l'opération.

Art. 19. Le taux de rendement à appliquer pour la prise en charge sera fixé sur la base du rendement constaté en litres d'alcool :

1° quand il s'agit de matières farineuses, à un tantième par hectolitre de moût normal résultant de la quantité des matières déclarées ;

2° quand il s'agit de matières non farineuses, à un tantième par hectolitre de chaque espèce des matières déclarées.

Art. 20. Les décisions du directeur des contributions sont susceptibles des voies de recours prévues par l'art. 57 de la loi du 27 juillet 1925.

Art. 21. Les infractions au présent règlement sont punies conformément à l'art. 48 de la loi du 27 juillet 1925.

Art. 22. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juillet 1926.

Le Directeur général des finances,

P. Dupong.

besondere Ermittlungen festgesetzt werden, wenn sonst über die Ausbeute der Brennerei hinreichende Erfahrungen vorliegen.

Weicht der besonders ermittelte von dem normalen Ausbeutesatz um nicht mehr als ein Zehntel ab, so ist er in der Höhe des Normalsatzes festzusetzen.

Art. 18. Die Ermittlung der Alkoholausbeute findet statt :

1. bei mehligem Stoffen, entweder

a) durch Probebrände oder

b) durch den Abtrieb von Maischproben oder

c) mittelst des Maischewägungsverfahrens ;

2. bei nichtmehligem Stoffen :

a) durch Probebrände oder

b) wenn sich das Material hierzu eignet, durch Abtreiben von Materialproben.

Art. 19. Aus der ermittelten Ausbeute ist der, der Steuerberechnung zu Grunde zu legende Ausbeutesatz in der Weise festzustellen, daß berechnet wird, wieviel Liter Alkohol entfallen :

1. bei mehligem Stoffen, auf 100 Liter der aus der angemeldeten Stoffmenge sich ergebenden Normalmaische ;

2. bei nichtmehligem Stoffen auf 100 Liter der angemeldeten Materialgattung.

Art. 20. Gegen die Entschiede des Steuerdirektors können die in Art. 57 des Gesetzes vom 27. Juli 1925 vorgeschriebenen Refurse eingelegt werden.

Art. 21. Die Übertretungen des gegenwärtigen Reglementes werden nach Maßgabe des Art. 48 des Gesetzes vom 27. Juli 1925 bestraft.

Art. 22. Dieser Beschluß soll im *Mémorial* veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 29. Juli 1926.

Der General-Direktor der Finanzen,

P. Dupong.

CHARLOTTE.

Charlotte.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, concernant l'emploi des alcools en exemption totale ou partielle des droits et la restitution des droits en cas d'exportation d'eau-de-vie.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 27 juillet 1925 sur le régime fiscal des eaux-de-vie et notamment l'art. 2 de la même loi;

Le Conseil d'Etat entendu en son avis;

Sur le rapport de Notre Directeur général des Finances, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Titre I^{er}. — Conditions d'exemption.

Art. 1^{er}. Pour jouir de l'exemption totale ou partielle des droits à raison des eaux-de-vie employées dans l'industrie, à la fabrication du vinaigre, au nettoyage, au chauffage, à la cuisson, à l'éclairage ou comme carburant, ou dans les hopitaux, maisons d'accouchement et autres établissements publics similaires, ou dans les établissements publics d'enseignement scientifique, les eaux-de-vie devront, en règle générale et sans préjudice de l'exception prévue à l'art. 13 ci-après, être soumises à la dénaturation.

Titre II. — Dénaturation de l'eau-de-vie.

Art. 2. La dénaturation de l'eau-de-vie s'opère sous le contrôle administratif.

Le tableau suivant mentionne:

1^o les industries pour lesquelles est autorisé l'emploi de l'alcool dénaturé en exemption totale ou partielle des droits d'accise;

2^o le montant de la décharge d'accise accordée pour chacune de ces industries;

3^o la nature et la proportion des matières dénaturantes à employer.

Nature de l'Industrie.	Taux de la décharge par hl. d'alcool à 50° T. 15°.	Procédé de dénaturation.
		Minimum des matières dénaturantes à employer par hl. d'alcool à 94° ou plus.
		<i>Décharge totale.</i>
		fr.
Fabrication d'éther acétique	1.350	5 litres d'éther acétique et 5 litres d'acide sulfurique.
Fabrication d'éther sulfurique	1.350	19 litres d'éther sulfurique produit dans l'usine.
Fabrication de résine pure destinée à la vente	1.350	10 litres de benzol cristallisable.
Fabrication de soie artificielle	1.350	150 litres d'éther sulfurique.
Force motrice (carburant)	1.350	10 litres de benzol de houille et ½ gramme de fuchsine (colorant).
		<i>Décharge partielle.</i>
		fr.
Chauffage et éclairage (alcool à brûler)	1.340	a) 10 litres de méthylène contenant au moins 25% d'acétone et 2½% d'impuretés pyrogénées et b) ½ gramme d'aniline verte concentrée.
Dorure des cadres	1.340	20 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acé- tone.
Epuration et lavage des huiles brutes	1.340	10 litres d'acide sulfurique à 66 degrés Beaumé.
Gazage de ficelles	1.340	4 litres d'huile d'acétone.

Großh. Beschluß vom 29. Juli 1926, betreffend die Verwendung von Alkohol unter vollständiger oder teilweiser Steuerbefreiung und die steuerfreie Ausfuhr von Branntwein.

Wir **Charlotte**, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;
Nach Einsicht des Gesetzes vom 27. Juli 1925 über die Brennsteuer, namentlich des Art. 2 desselben Gesetzes;
Nach Einsicht des Gutachtens des Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Konseil
Haben beschlossen und beschließen:

Titel 1. — Umfang der Steuerbefreiung.

Art. 1. Für Branntwein der zu gewerblichen Zwecken, zur Essigbereitung, zu Puz-, Heizungs-, Beleuchtungs- oder Kochzwecken, als Brennstoff oder in Kranken-, Entbindungs- und ähnlichen öffentlichen Anstalten, oder in öffentlichen wissenschaftlichen Lehranstalten Verwendung findet, wird Steuerfreiheit gewährt, unter der Bedingung, daß derselbe im Allgemeinen und unbeschadet des durch Art. 13 vorgesehenen Ausnahmefalls, der Denaturierung unterworfen wird.

Titel 2. — Denaturierung von Branntwein.

Art. 2. Die Denaturierung findet unter amtlicher Aufsicht statt.

Nachstehendes Verzeichnis enthält:

1. die Gewerbe, für welche die Verwendung von denaturiertem Alkohol unter vollständiger oder teilweiser Steuerbefreiung gestattet ist;
2. der Betrag der Steuerbefreiung für ein jedes dieser Gewerbe;
3. die Art und Menge der zu verwendenden Denaturierungsmittel.

Art des Gewerbes.	Satz der Steuerbefreiung pro Hl. zu 50° bet 15°	Denaturierungsverfahren. Minimum des pro Hl. Alkohol zu 94° oder mehr zu verwendenden Denaturierungsmittels.
Vollständige Steuerbefreiung.		
	Fr.	
Herstellung von Essigäther	1.350	5 Liter Essigäther und 5 Liter Schwefelsäure.
Herstellung von Äthyläther	1.350	10 Liter Äthyläther, welcher im Betriebe selbst hergestellt wurde.
Herstellung von reinem Harze, welches zum Verkaufe bestimmt ist	1.350	10 Liter kristallisierbares Benzol.
Herstellung von Kunstseide	1.350	150 Liter Äthyläther.
Triebkraft (Brennstoff).....	1.350	10 Liter Steinkohlenbenzol und ½ Gramm Fuchsin (Farbmittel).
Teilweise Steuerbefreiung.		
Heizung und Beleuchtung (Brennspiritus).....	1.340	a) 10 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 25 % Aceton und 2½ % pyrogene Verunreinigungen enthält und b) ½ Gramm konzentriertes Anilingrün.
Vergoldung von Rahmen	1.340	20 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält.
Reinigen und Waschen von Hohlen	1.340	10 Liter Schwefelsäure von 66° Beaume.
Glatten von Bindfaden	1.340	4 Liter Acetonol.

Nature de l'Industrie.	Taux de la décharge par hl. d'alcool à 50° T. 15°.	Procédé de dénaturation. — Minimum des matières dénaturantes à employer par hl. d'alcool à 94° ou plus.
Préparations anatomiques ou scientifiques dans les établissements supérieurs d'instruction	fr. 1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone ou 3 litres d'éther sulfurique.
Usages antiseptiques dans les cliniques et hopitaux	1.340	5 litres d'éther sulfurique ou 3 litres d'acétone méthyléthylique pure.
Fabrication de chapeaux	1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 3 kilogrammes de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 3 kilogrammes d'un mélange de ces résines entre elles (1) ou bien encore 10 litres de benzol industriel.
Fabrication de collodion utilisé dans l'usine	1.340	50 litres d'éther.
Fabrication de couleurs d'aniline...	1.340	10 litres de méthylène, contenant au moins 5% d'acétone et 25 grammes de fuchsine ou de toute autre couleur d'aniline.
Fabrication de fleurs artificielles	1.340	10 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 15 grammes d'aniline.
Fabrication de fulminate de mercure (2)	1.340	10 litres des liqueurs étherées provenant de la fabrication du fulminate de mercure ou bien 25 grammes d'huile animale de Dippel.
Fabrication d'ouates antiseptiques et médicamenteuses	1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone.
Fabrication de papiers et produits photographiques (2).....	1.340	50 litres d'éther sulfurique ou bien 5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone.
Fabrication de peptones à l'aide de levures de brasseries	1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone.
Fabrication de poudre sans fumée (2)	1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone.
Fabrication de produits pharmaceutiques ou chimiques: I. — d'où l'alcool est entièrement éliminé au cours de l'opération.....	1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone

(1) Si un fabricant désire faire usage d'une autre résine, il doit en faire la demande au Directeur général des finances et envoyer à l'appui de sa requête un échantillon du produit qu'il veut employer.

(2) Moyennant de payer une taxe spéciale en compensation des frais résultant de la surveillance des opérations de dénaturation, les fabricants de fulminate de mercure, de papiers photographiques et de poudre sans fumée peuvent obtenir, sur demande adressée au Directeur général des finances, la décharge totale des droits d'accise.

Art des Gewerbes.	Satz der Steuerbefreiung pro Hl. zu 50° bei 15°.	Denaturierungsverfahren. Minimum des pro Hl. Alkohol zu 94° oder mehr zu verwendenden Denaturierungsmittels.
Anatomische und wissenschaftliche Präparate in den höheren Lehranstalten	Fr. 1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton oder 3 Liter Äthyläther enthält.
Antiseptische Verwendungen in Krankenhäusern und Spitalern	1.340	5 Liter Äthyläther oder 3 Liter reines Methyl-Äthylketon.
Herstellung von Hüten.....	1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton und 3 Kg. von einem der nachbezeichneten Harze enthält: Schellack, Schellharz, Kolophonium, Mastix oder Kopal (mit Ausschluß von Benzoe-Gummi oder -Harz) oder 3 Kg. einer Mischung dieser Harze (1) unter sich oder auch 10 Liter Handelsbenzol.
Herstellung von Kollodium, welches im Betriebe verwandt wird	1.340	50 Liter Äther.
Herstellung von Anilinfarben	1.340	10 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton und 25 Gramm Fuchsin oder jede andere Anilinfarbe enthält.
Herstellung von künstlichen Blumen .	1.340	10 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton und 15 Gramm Anilin enthält.
Herstellung von Knallquecksilber (2) ..	1.340	10 Liter der ätherischen Flüssigkeiten, welche von der Herstellung von Knallquecksilber herrühren oder 25 Gramm Dippel'sches Tieröl.
Herstellung von antiseptischer und Verbandwatte	1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält.
Herstellung von photographischen Papier und Präparaten (2)	1.340	50 Liter Äthyläther oder 5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5% Aceton enthält.
Herstellung von Pepton vermitteltst Bierhefe	1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält.
Herstellung von rauchlosem Pulver (2)	1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält.
Herstellung von pharmazeutischen oder chemischen Produkten: 1. aus denen der Alkohol im Laufe der Operation vollständig ausgeschieden wird	1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält.

(1) Falls ein Hersteller ein anderes Harz verwenden will, so hat er ein diesbezügliches Gesuch an den General-Direktor der Finanzen zu richten und als Anlage ein Muster des zu verwendenden Erzeugnisses beizufügen.

(2) Gegen Zahlung einer besonderen Abgabe, als Ausgleich der aus der Überwachung der Denaturierung entstehenden Kosten, können Hersteller von Knallquecksilber, von Photographiepapier, von rauchlosem Pulver, auf ein an den General-Direktor der Finanzen gerichtetes Gesuch, vollständige Steuerbefreiung erhalten.

Nature de l'Industrie.	Taux de la décharge par hl. d'alcool à 50° T. 15°.	Procédé de dénaturation. Minimum des matières dénaturantes à employer par hl. d'alcool à 94° ou plus.
II. — d'où l'alcool n'est pas entièrement éliminé au cours de l'opération:		
a) alcool camphré, eau-de-vie camphrée et baume d'Opodeldoch solide	fr. 1.340	4 kilogr. de camphre préalablement dissous (1).
b) baume d'Opodeldoch liquide...	1.340	1 kilogramme d'essence de romarin, 500 grammes d'essence de lavande, 500 grammes d'essence de thym, 5 kilogrammes d'alcool camphré et 1 kilogr. d'ammoniaque.
c) teinture d'iode	1.340	5 kilogrammes d'iode.
Fabrication de produits pyrotechniques	1.340	10 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 5 kilogrammes de gomme accroïde.
Fabrication de savons transparents.	1.340	5 litres d'alcool méthylène contenant au moins 10% d'acétone diméthylque et 1 litre d'essence de lavande, d'aspic ou de citronnelle.
Fabrication de simili-cuirs (tissus « pégamoides » et autres de même nature)	1.340	5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone.
Fabrication du tanin	1.340	50 litres d'éther.
Fabrication de vernis ordinaires, utilisés dans l'usine même	1.340	8 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 25 litres d'un vernis, préparé d'avance, renfermant au moins 30% de gomme laque ou d'autres gommes ou résines, à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ».
		A. 5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone. 2 litres de benzol ou benzine de goudron commercial et 5 kilogr. de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 5 kilogr. d'un mélange de ces résines entre elles (2).
Fabrication de vernis ordinaires et de vernis de polissage, destinés à la vente.....	1.340	B. 5 litres de méthylène au moins contenant 5% d'acétone et 20 kilogr. au moins de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 20 kilogr. d'un mélange de ces résines entre elles (2).
		C. 10 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 8 kilogr. au moins de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 8 kilogr. d'un mélange de ces résines entre elles (2).

(1) Cette dissolution doit se faire en présence des agents de l'Administration.

(2) Si un fabricant désire faire usage d'une autre résine, il doit en faire la demande au Directeur général des finances et envoyer à l'appui de sa requête un échantillon du produit qu'il veut employer.

Art des Gewerbes.	Satz der Steuerbefreiung pro Hl. zu 50° bei 15°.	Denaturierungsverfahren. — Minimum des pro Hl. Alkohol zu 94° oder mehr zu verwendenden Denaturierungsmittels.
II. aus denen der Alkohol im Laufe der Operation nicht vollständig ausgefchieden wird:		
a) Kampferspiritus und feste Opodeldochsalbe	Fr. 1.340	4 Kg. Kampferlösung (1).
b) flüssige Opodeldochsalbe	1.340	1 Kg. Rosmarinessenz, 500 Gramm Lavendeleffenz, 500 Gramm Thymianessenz, 5 Kg. Kampferspiritus und 1 Kg. Salmiakgeist.
c) Jodtinktur	1.340	5 Kg. Jod.
Herstellung von Feuerwerkskörpern..	1.340	10 Liter Methylnalkohol welcher wenigstens 5 % Aceton und 5 Kg. Karoidlad enthält.
Herstellung von durchsichtiger Seife .	1.340	5 Liter Methylnalkohol, welcher wenigstens 10 % Dimethylaceton und 1 Liter Lavendel, Spiefe oder Citronelleessenz enthält.
Herstellung von Kunstleder	1.340	5 Liter Methylnalkohol, welches wenigstens 5 % Aceton enthält.
(Pegamold-Gewebe und andere gleicher Art.)		
Herstellung von Gerbstoff	1.340	50 Liter Äther.
Herstellung von gewöhnlichem Firniß, welcher im Betriebe selbst verwandt wird	1.340	8 Liter Methylnalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton und 25 Liter eines im Voraus hergestellten Firnisses enthält, welcher wenigstens 30 % Schellack oder andere Lade oder Harze, unter Ausschluß von Benzoe-Gummi oder -Harz, enthält.
Herstellung von gewöhnlichem und von Politur-Firniß, welche zum Verkaufe bestimmt sind.....	1.340	A. 5 Liter Methylnalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält, 2 Liter Benzol oder Benzin aus Handelsteer und 5 Kg. von einem der nachbezeichneten Harze: Schellack, Schellharz, Kolophonium, Mastix oder Kopal (unter Ausschluß von Benzoe-Gummi oder -Harz) oder 5 Kg. einer Mischung dieser Harze unter sich enthält. (2) B. 5 Liter Methylnalkohol, welcher wenigstens 5% Aceton enthält und wenigstens 20 Kg. von einem der nachbezeichneten Harze: Schellack, Schellharz, Kolophonium, Mastix oder Kopal (unter Ausschluß von Benzoe-Gummi oder -Harz) oder 20 Kg. einer Mischung dieser Harze unter sich. (2) C. 10 Liter Methylnalkohol, welcher wenigstens 5 % Aceton enthält und wenigstens 8 Kg. eines der nachbezeichneten Harze: Schellack, Schellharz, Kolophonium, Mastix oder Kopal (unter Ausschluß von Benzoe-Gummi oder Harz) oder 8 Kg. einer Mischung dieser Harze unter sich. (2)

(1) Diese Lösung muß in Gegenwart der Steuerbeamten hergestellt werden.

(2) Falls ein Hersteller ein anderes Harz verwenden will, so hat er ein Gesuch an den General-Direktor der Finanzen zu richten und als Anlage ein Muster des zu verwendenden Erzeugnisses beizufügen.

Nature de l'Industrie.	Taux de la décharge par hl. d'alcool à 50°, T. 15°.	Procédé de dénaturation. Minimum des matières dénaturantes à employer par hl. d'alcool à 94° ou plus.
Fabrication de vernis d'éclaircissage, destinés à la vente	1.340	fr. { A. 5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone, 2 litres de benzol ou benzine de goudron commercial et 3 kilogr. au moins de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 3 kilogr. d'un mélange de ces résines entre elles (1). B. 20 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 3 kilogr. au moins de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 3 kilogr. d'un mélange de ces résines entre elles (1).
Fabrication de vernis de polissage et de vernis d'éclaircissage, utilisés dans l'usine même	1.340	{ 5 litres de méthylène contenant au moins 5% d'acétone et 3 kilogr. de l'une des résines suivantes: gomme laque, résine blanche, colophane, mastic ou copal (à l'exclusion de la gomme ou résine « Benjoin ») ou bien 3 kilogr. d'un mélange de ces résines entre elles (1) ou bien encore 10 litres de benzol industriel. - Toutefois, il est permis, moyennant autorisation préalable de l'administration: a) de supprimer le méthylène et de le remplacer par 2 litres de benzol industriel, en conservant la proportion de 3 kilogr. de résine; b) de supprimer la résine et de porter la proportion de méthylène à 10 litres. Dans ce cas, l'alcool dénaturé doit être additionné d'une quantité d'aniline suffisante pour le colorer fortement.
Fabrication de vinaigre	1.320	{ A. Quand la vinaigrerie est située dans un enclos comprenant soit une usine où l'on rectifie des flegmes ou des alcools, soit une fabrique de liqueurs où il est fait usage d'un appareil distillatoire: 400 litres de vinaigre titrant au moins 8% et 300 litres d'eau. B. En ce qui concerne les autres vinaigreries: 400 litres de vinaigre titrant au moins 8% et 100 litres d'eau (2). - Si la force des alcools est inférieure à 94°, les quantités respectives de vinaigre et d'eau à y mélanger doivent être maintenues.

(1) Si un fabricant désire faire usage d'une autre résine, il doit en faire la demande au Directeur général des finances et envoyer à l'appui de sa requête un échantillon du produit qu'il veut employer.

(2) Les exploitants des vinaigreries de cette catégorie qui utilisent des cuves tournantes et qui veulent, à raison d'un procédé spécial de fabrication, diminuer la teneur en acide acétique du mélange peuvent, sur leur demande, y être autorisés par l'Administration à la condition de remplacer un volume de vinaigre par un volume et demi d'eau, sans toutefois que la quantité de vinaigre puisse être inférieure à 200 litres à 8% par hectolitre d'alcool à 94°.

Quant aux fabricants qui se servent du système à cuves droites, ils doivent observer les proportions indiquées dans la colonne 3.

Art des Gewerbes.	Satz der Steuerbefreiung pro Hl. zu 50° bei 15°. Fr.	Denaturierungsverfahren. Minimum des pro Hl. Alkohol zu 94° oder mehr zu verwendenden Denaturierungsmittels.
Herstellung von Horn-Firnis, welcher zum Verkaufe bestimmt ist	1.340	A. 5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5% Aceton enthält, 2 Liter Benzol oder Benzin aus Handelt-eer und wenigstens 3 Ag. von einem der nachbe-zeichneten Harze: Schellack, Schellharz, Kolopho-nium, Mastix oder Kopal (unter Ausschluß von Benzoe-Gummii oder -Harz) oder 3 Ag. einer Misch-ung dieser Harze unter sich. (1) B. 20 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5% Ace-ton enthält und wenigstens 3 Ag. von einem der nach-bezeichneten Harze: Schellack, Schellharz, Kolopho-nium, Mastix oder Kopal (unter Ausschluß von Benzoe-Gummii oder -Harz) oder 3 Ag. einer Misch-ung dieser Harze unter sich. (1)
Herstellung von Politur- und Horn-Firniß, welche im Betriebe selbst verwandt werden	1.340	5 Liter Methylalkohol, welcher wenigstens 5% Ace-ton enthält und 3 Ag. von einem der nachbezeichneten Harze: Schellack, Schellharz, Kolophonium, Mastix oder Kopal (unter Ausschluß von Benzoe-Gummii oder Harz) oder 3 Ag. einer Mischung dieser Harze unter sich (1) oder noch 10 Liter Handel.benzol. Jedoch ist es mit vorheriger Ermächtigung der Verwaltung gestattet: a) den Methylalkohol wegzulassen und denselben durch 2 Ag. Handelsbenzol zu ersetzen, indem man das Verhältnis von 3 Ag. Harz beibehält;† b) das Harz wegzulassen und das Verhältnis des Methylalkohols auf 10 Liter zu erhöhen. In diesem Falle muß der Denaturierungsalkohol mit einem genügenden Quantum Anilin vermischt werden um denselben stark zu färben.
Herstellung von Essig	1.320	A. Wenn die Essigsiederei in einem Bering gelegen ist, welcher entweder eine Lutter- oder Alkoholrektifi-zieranstalt oder eine Löffelfabrik, wo Destillierappa-rate verwandt werden, begreift: 400 Liter Essig von wenigstens 8% und 300 Liter Wasser. B. Für die übrigen Essigsiedereien: 400 Liter Essig von wenigstens 8% und 100 Liter Wasser. (2) Wenn der Alkohol weniger als 94° Stärke hat, so müssen die entsprechenden Mengen Essig und Wasser, welche damit zu mischen sind, beibehalten werden.

(1) Falls ein Hersteller ein anderes Harz verwenden will, so hat er ein diesbezügliches Gesuch an den General-Direktor der Finanzen zu richten und als Anlage ein Muster des zu verwendenden Erzeugnisses beizufügen.

(2) Die Betriebsinhaber von Essigsiedereien dieser Art, welche Drehbottiche verwenden und welche auf Grund eines besonderen Herstellungsverfahrens den Essigsäuregehalt der Mischung vermindern wollen, können, auf Antrag, durch die Verwaltung hierzu ermächtigt werden unter der Bedingung, daß sie ein Volumen Essig durch 1 ½ Volumen Wasser ersetzen, ohne daß jedoch die Essigmenge weniger als 200 Liter zu 8% pro Hektoliter Alkohol zu 94° betragen darf.

Diejenigen Hersteller, welche nach dem System mit graden Bottichen verfahren, müssen die in Spalte 3 angegebenen Mengen einhalten.

Nature de l'Industrie.	Taux de la décharge par hl. d'alcool à 50° T. 15°.	Procédé de dénaturation. Minimum des matières dénaturantes à employer par hl. d'alcool à 94° ou plus.
Fabrication de parfums.....	fr- 800	5 grammes de musc cétonique dissous au bain-marie, en présence des commis des accises, dans 50 gr. de jasmin synthétique.

Art. 3. En cas de dénaturation avec exemption totale des droits, il est accordé, en compensation du déchet résultant de la rectification, une décharge supplémentaire de 2% pour les alcools rectifiés titrant 90 degrés ou plus à la température de 15 degrés.

Cette décharge supplémentaire est calculée sur les quantités déclarées si celles-ci sont égales ou inférieures aux quantités constatées par les agents du contrôle ou sur les quantités constatées si celles-ci sont inférieures aux quantités déclarées : le tout ramené à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

Autorisation de dénaturer.

Art. 4. Tout industriel qui désire obtenir l'autorisation d'employer, dans la fabrication de ses produits, des alcools dénaturés en exemption des droits d'accise, est tenu d'en faire la demande au Directeur général des Finances.

Cette demande mentionne :

- 1° les nom, prénoms, profession et demeure du pétitionnaire;
- 2° la nature du produit à la fabrication duquel l'alcool doit servir;
- 3° la nature et le pour cent de la matière dénaturante qu'il désire employer par hectolitre d'alcool à 94° ou plus;
- 4° si le produit fabriqué est destiné à être vendu ou à être utilisé par l'industriel lui-même;
- 5° la quantité approximative d'alcool à 94° ou plus qu'il compte employer annuellement.

Art. 5. En cas d'agrément de la demande adressée au Directeur général des Finances, le dénaturateur doit se conformer aux mesures d'exécution et de surveillance à prescrire dans chaque cas spécial par l'Administration, notamment en ce qui concerne l'endroit où la dénaturation doit se faire, les ustensiles que doit posséder l'industriel-dénaturateur, le transport de l'alcool destiné à être dénaturé et les formalités à accomplir à destination.

Art. 6. Le mélange dénaturant pourra être préparé dans une fabrique indigène à ce dûment autorisée par le Directeur général des Finances.

Les différentes substances entrant dans la composition du mélange dénaturant devront avoir les propriétés exigées par l'Administration. La vérification des propriétés requises aura lieu par un chimiste agréé de l'Administration, et jusqu'à leur emploi les substances resteront sous le contrôle de l'Administration.

Le mélange dénaturant ne pourra être employé que pour autant que les substances entrant dans sa composition aient été analysées par un chimiste agréé, que la préparation du mélange ait lieu sous la surveillance des agents du service dans une fabrique autorisée, et que depuis la préparation jusqu'au moment de l'emploi le mélange soit resté sous le contrôle de l'Administration.

Art. 7. Les fabricants autorisés à préparer le mélange dénaturant devront permettre aux employés du service et au chimiste agréé de l'Administration la visite des locaux où se fait la préparation du produit, ainsi que du lieu servant à son dépôt.

Ils sont également obligés de soumettre aux employés supérieurs des contributions, sur leur demande, leurs livres de fabrication et de commerce, contenant tous les renseignements sur la préparation et l'expédition du mélange dénaturant.

Art des Gewerbes.	Satz der Steuerbefreiung pro Hl. zu 50° bei 15°.	Denaturierungsverfahren. — Minimum des pro Hl. Alkohol zu 94° oder mehr zu verwendenden Denaturierungsmittels.
Herstellung von Riechwasser	Fr. 800	5 Gramm Keton-Moschus, aufgelöst in Gegenwart der Steuerbeamten mittelst Wasserbad in 50 Gramm synthetischem Jasmin.

Art. 3. Im Falle von Denaturierung mit vollständiger Steuerbefreiung wird, als Ausgleich für den beim Feinbrand entstehenden Verlust, für rektifizierten Alkohol von einer Stärke von 90° oder mehr bei einer Temperatur von 15 Grad ein Ergänzungsnachlaß von 2% bewilligt.

Dieser Ergänzungsnachlaß wird auf die deklarirten Mengen berechnet, wenn letztere soviel oder weniger betragen als durch die mit der Nachprüfung betrauten Beamten festgestellt wurde oder auf die festgestellten Mengen, wenn letztere weniger als die angemeldeten Mengen betragen; dies alles berechnet zu 50 Grad, bei einer Temperatur von 15 Grad.

E r m ä c h t i g u n g z u r D e n a t u r i e r u n g .

Art. 4. Jeder Gewerbetreibende, welcher die Ermächtigung zu erhalten wünscht für die Herstellung seiner Erzeugnisse denaturierten Alkohol mit Steuerbefreiung zu verwenden, ist gehalten die Ermächtigung hierzu beim General-Direktor der Finanzen nachzusuchen.

Dieses Gesuch hat anzugeben:

1. Name, Vorname, Stand und Wohnort des Gesuchstellers;
2. Die Art des Erzeugnisses zu dessen Herstellung der Alkohol dienen soll;
3. Die Art und Prozent des Denaturierungsmittels, welches er pro Hektoliter Alkohol zu 94° oder mehr zu verwenden wünscht;
4. ob das hergestellte Erzeugnis zum Verkauf bestimmt ist oder durch den Gewerbetreibenden selbst benutzt werden soll;
5. das annähernde Quantum Alkohol zu 94° oder mehr, welches er jährlich zu verwenden gedenkt.

Art. 5. Im Falle der Annahme des an den General-Direktor der Finanzen gerichteten Gesuches ist der Denaturierer gehalten sich den Ausführungs- und Überwachungs Vorschriften, welche in jedem Einzelfalle durch die Verwaltung vorgeschrieben werden, zu fügen, insbesondere hinsichtlich des Ortes wo die Denaturierung stattfinden soll, der Geräte welche der Gewerbetreibende-Denaturierer besitzen muß, des Transportes des zur Denaturierung bestimmten Alkohols und der am Bestimmungsorte zu erledigenden Formalitäten.

Art. 6. Das Denaturierungsmittel kann in einer inländischen durch den Generaldirektor der Finanzen hierzu ermächtigten Gewerbsanstalt hergestellt werden.

Die zur Zusammensetzung des Denaturierungsmittels bestimmten Stoffe müssen den von der Verwaltung vorgeschriebenen Erfordernissen entsprechen und dieshalb durch den amtlich beauftragten Chemiker geprüft werden; dieselben müssen bis zu ihrer Verwendung als Denaturierungsmittel unter der Kontrolle der Verwaltung verbleiben.

Das Denaturierungsmittel darf nur dann Verwendung finden, wenn die zu seiner Zusammensetzung bestimmten Stoffe durch den amtlich beauftragten Chemiker analysiert worden sind, wenn die Herstellung desselben unter Aufsicht der Revisionsbeamten in einer ermächtigten Gewerbsanstalt stattgefunden und wenn dasselbe, von seiner Herstellung an bis zur Verwendung, sich unter der Kontrolle der Verwaltung befunden hat.

Art. 7. Die Besitzer der zur Zusammensetzung des Denaturierungsmittels ermächtigten Gewerbsanstalten haben den Aufsichtsbeamten und dem amtlich beauftragten Chemiker den Zutritt zu den Räumen der Herstellung und Aufbewahrung des Denaturierungsmittels zu gestatten.

Sie sind ferner verpflichtet, die Fabrik- und Geschäftsbücher, die auf die Herstellung und Versendung des Denaturierungsmittels Bezug haben, jederzeit den Oberbeamten der Steuerverwaltung auf Erfordern zur Einsicht vorzulegen.

Art. 8. Si le mélange dénaturant provient d'une fabrique étrangère, il devra, avant son usage, être analysé par un chimiste agréé et restera sous le contrôle de l'Administration jusqu'à son emploi.

Art. 9. Chaque opération de dénaturation devra être précédée d'une déclaration à remettre au bureau local des contributions au moins trois jours avant celui de l'opération. La déclaration de dénaturation doit mentionner notamment la quantité et la force réelle à la température de 15 degrés, ainsi que la quantité correspondante à la force de 50 degrés, à la même température, de l'alcool à dénaturer. Le receveur donnera avis de la déclaration reçue au contrôleur divisionnaire. La dénaturation aura lieu sous la surveillance du contrôleur et d'un autre agent du service.

Le dénatureur aura à fournir, à ses frais, le mélange dénaturant, de même que la main-d'œuvre et les ustensiles jugés nécessaires.

Sauf les exceptions à consentir par le directeur des contributions, la quantité d'alcool à soumettre à la dénaturation en une fois devra être au moins d'un hectolitre.

Art. 10. Il est défendu d'éliminer de l'eau-de-vie dénaturée tout ou partie des substances dénaturantes, d'y ajouter des produits capables d'altérer l'effet de l'agent dénaturant sous le rapport de la saveur, de l'odeur, de la couleur ou autres propriétés.

Art. 11. Il est interdit aux industriels de vendre de l'alcool dénaturé, la décharge de l'accise n'étant accordée qu'à la condition que cet alcool soit utilisé par le dénatureur lui-même et qu'il serve chez ce dernier à la préparation des produits pour lesquels la décharge a été consentie.

Les alcools dénaturés pour servir à la fabrication de la force motrice, au chauffage ou à l'éclairage peuvent être livrés au commerce, mais sous la dénomination, selon le cas, d'alcools à brûler — « carburant à base d'alcool » à l'exclusion de l'appellation « d'alcool dénaturé ».

L'Administration des contributions et accises a le droit de vérifier les expéditions de produits fabriqués à l'aide d'alcools dénaturés; à cet effet, les industriels sont tenus de mettre leur livre d'expédition à la disposition de l'Administration.

Art. 12. Les employés de l'Administration auront le droit de visiter les locaux et magasins servant de dépôt, de manipulation et de vente de l'eau-de-vie dénaturée à tout moment; ils auront en outre le droit de procéder au recensement des eaux-de-vie dénaturées ou en nature et d'en prélever des échantillons dont la valeur, si les intéressés le demandent, leur sera remboursée au prix du jour.

Les intéressés seront tenus d'indiquer et de représenter aux employés du service, à leur demande, leurs provisions d'eau-de-vie dénaturée ou en nature ainsi que des substances dénaturantes. Ils auront aussi à fournir tous les renseignements qui leur seront demandés au sujet de l'exploitation de leur profession ou industrie. Les employés supérieurs peuvent prendre inspection, pendant les heures ouvrables, des livres d'achat, de dépôt, de fabrication et de vente.

Titre III. — Eaux-de-vie en nature exemptes des droits.

Art. 13. L'exemption des droits pourra être accordée pour les eaux-de-vie en nature employées dans les hôpitaux, maisons d'accouchement et autres établissements publics similaires, de même que dans les établissements publics d'enseignement scientifique. Pour jouir de cet avantage, les intéressés ont à adresser au Directeur général des Finances une demande spécifiant le mode d'emploi de l'eau-de-vie, la quantité annuelle approximative en litres d'alcool dont ils auront besoin et le lieu de dépôt des spiritueux. Pour le surplus, il sera statué, dans chaque cas particulier, par le Directeur général des Finances.

Titre IV. — Exportation d'eau-de-vie hors du territoire de l'Union belgo-luxembourgeoise.

Art. 14. Sans préjudice des cas d'exemption prévus à l'art. 2 de la loi du 27 juillet 1925 il est accordé restitution des droits au profit des eaux-de-vie et produits alcooliques exportés à l'étranger, en dehors du territoire de l'Union belgo-luxembourgeoise.

Art. 8. Wenn das Denaturierungsmittel aus einer ausländischen Fabrik stammt, so muß daselbe vor seiner Verwendung von einem amtlich beauftragten Chemiker geprüft werden und dann bis zur Verwendung unter der Kontrolle der Verwaltung verbleiben.

Art. 9. Eine jede Denaturierung von Branntwein ist wenigstens drei Tage vor dem zur Operation bestimmten Tage mit einer Anmeldung auf dem Lokal-Steueramte zu beantragen. Die Anmeldung zur Denaturierung muß namentlich die Menge und die wahre Stärke bei einer Temperatur von 15 Grad, sowie die Menge des zu denaturierenden Alkohols, welche der Stärke von 50° bei derselben Temperatur entspricht, angeben. Der Steuereinnehmer benachrichtigt den Bezirkskontrollleur von der eingegangenen Anmeldung. Die Denaturierung findet unter Aufsicht des Kontrollleurs und eines andern Aufsichtsbeamten statt.

Der Antragsteller hat auf eigene Kosten das Denaturierungsmittel und die erforderlichen Gerätschaften zu stellen, sowie die nötigen Hilfsdienste zu leisten oder leisten zu lassen.

Mit einer Anmeldung ist mindestens ein Hektoliter Alkohol zur Denaturierung zu stellen; der Steuerdirektor kann im Einzelfall Ausnahmen zulassen.

Art. 10. Es ist verboten, aus dem denaturierten Branntwein das Denaturierungsmittel ganz oder teilweise auszuschneiden, oder dem denaturierten Branntwein Stoffe beizufügen, durch welche die Wirksamkeit des Denaturierungsmittels in Bezug auf Geschmack, Geruch, Farbe oder andere Eigenschaften vermindert wird.

Art. 11. Es ist den Gewerbetreibenden untersagt, denaturierten Alkohol zu verkaufen, da die Steuerbefreiung nur unter der Bedingung gewährt wird, daß dieser Alkohol durch den Denaturierer selbst benützt werde und bei letzterem zur Herstellung der Erzeugnisse diene für welche die Steuerbefreiung bewilligt wurde.

Zur Herstellung von Triebkraft, zu Heizungs- oder Beleuchtungszwecken denaturierter Alkohol kann in den Handel gebracht werden, aber unter der Benennung von „Brennspiritus“ bezw. „Brennstoff aus Alkohol“ mit Ausschluß der Bezeichnung von „denaturiertem Alkohol“.

Die Steuer- und Akzisenverwaltung ist befugt den Versand der mit denaturiertem Alkohol hergestellten Erzeugnisse nachzuprüfen; zu dem Behufe sind die Gewerbetreibenden gehalten ihr Versandbuch zur Verfügung der Verwaltung zu halten.

Art. 12. Die Beamten der Steuerverwaltung sind befugt, die Gewerbs- und Geschäftsräume in denen die Lagerung, die Verwendung oder der Verkauf denaturierten Branntweins stattfindet zu jeder Zeit zu betreten, die Vorräte an denaturiertem und undenaturiertem Branntwein zu revidieren und Proben davon zu entnehmen. Auf Verlangen sind dem Besitzer für entnommene Proben Entschädigungen in der Höhe des üblichen Kaufpreises zu leisten.

Die Beteiligten sind verpflichtet auf Erfordern den Bestand an denaturiertem und undenaturiertem Branntwein sowie an Denaturierungsmitteln anzugeben und vorzuzeigen, sowie den Aufsichtsbeamten über den Gewerbsbetrieb Auskunft zu erteilen. Die Oberbeamten sind berechtigt, die Einkaufs-, Lager-, Fabrikations- und Verkaufsbücher während der Geschäftsstunden einzusehen.

Titel III. — Steuerfreie Verwendung von undenaturiertem Branntwein.

Art. 13. Ohne Denaturierung darf Branntwein steuerfrei an Kranken-, Entbindungs- und ähnliche öffentliche Anstalten, sowie an öffentliche wissenschaftliche Lehranstalten abgelassen werden. Wer undenaturierten Branntwein mit dem Anspruch auf Steuerfreiheit verwenden will, hat die Genehmigung hierzu bei dem General-Direktor der Finanzen schriftlich nachzusuchen. In dem Gesuche müssen die Zwecke für welche der Branntwein bestimmt ist, der voraussichtliche Jahresbedarf nach Litern Alkohol und die Orte angegeben werden, an denen der Branntwein gelagert oder verwendet werden soll. Im Übrigen entscheidet in jedem einzelnen Falle der Generaldirektor.

Titel IV. — Ausfuhr von Branntwein in das Wirtschaftsvertragsausland.

Art. 14. Unbeschadet der in Art. 2 des Gesetzes vom 27. Juli 1925 vorgesehenen Fälle von Steuerbefreiung wird die Steuer für Branntwein sowie alkoholhaltige Fabrikate, die in das Wirtschaftsvertragsausland ausgeführt werden, erstattet.

Art. 15. Le remboursement des droits n'est accordé que pour autant que les produits exportés proviennent de la fabrication de l'exportateur même; toutefois, le directeur des contributions pourra consentir des exceptions à ce sujet. Les envois devront renfermer au moins 20 litres d'eau-de-vie; il devra être justifié par les intéressés que les droits à restituer ont réellement été perçus par l'Etat grand-ducal.

Art. 16. L'exportation devra être précédée d'une déclaration en double à remettre, au moins trois jours d'avance, au chef de service des accises du ressort. Elle devra indiquer le nombre, la contenance, le poids et la marque des récipients, l'espèce, la quantité et le titre des eaux-de-vie et produits spiritueux à la température de 15 degrés, ainsi que la quantité correspondante à la force de 50 degrés à la même température, l'heure du départ et celle de l'arrivée à la station du chemin de fer où l'expédition sera faite. Pour le cas où la richesse alcoolique des produits à exporter ne pourrait être déterminée exactement au moyen de l'alcoomètre de Gay-Lussac, l'exportateur devra produire, à l'appui de sa déclaration, un certificat d'un chimiste agréé de l'Administration constatant la richesse alcoolique des produits. L'échantillon à soumettre au chimiste sera prélevé par un agent de l'Administration des contributions; les récipients entamés par le prélèvement seront mis sous le contrôle administratif. L'un des exemplaires de la déclaration sera remis au receveur local pour être inscrit au registre d'exportation; l'autre exemplaire devra accompagner l'envoi jusqu'au bureau de sortie, pour y être revêtu du certificat de décharge.

Art. 17. Les employés des accises pourront faire la revision détaillée au domicile de l'exportateur ou à l'embarcadère du chemin de fer. La revision devra être faite par deux agents de l'Administration; le résultat de l'opération sera porté dans la colonne afférente de la déclaration faite en exécution de l'article précédent. L'opération achevée, les agents scelleront du cachet de la section, ou placeront sous plombs les colis destinés à l'exportation.

Art. 18. Le remboursement n'aura lieu que sur la reproduction de la déclaration d'exportation, revêtue du certificat de décharge du bureau de sortie et portant que les produits sont entrés dans le pays de destination ou dans celui à travers lequel ils doivent transiter pour arriver à destination ou pour être embarqués sur un vaisseau en partance pour un pays d'outre-mer.

Art. 19. La déclaration d'exportation, revêtue du certificat de décharge du bureau de sortie, sera renvoyée au bureau d'origine, au plus tard, sous peine de déchéance, dans les six semaines de la date du certificat de décharge.

Titre V. — Frais de vérification et d'analyse.

Art. 20. Les frais de vérification des substances dénaturantes et des eaux-de-vie dénaturées, ainsi que ceux d'analyse des eaux-de-vie et produits alcooliques destinés à être exportés à l'étranger en dehors du territoire de l'Union belgo-luxembourgeoise par un chimiste agréé de l'Administration, sont à charge des destinataires, dénatureurs resp. exportateurs.

Titre VI. — Remboursement des droits.

Art. 21. Pour les eaux-de-vie indigènes en nature, employées dans le cas de l'art. 13 du présent arrêté, ainsi que pour les eaux-de-vie et produits alcooliques exportés à l'étranger, en dehors du territoire de l'Union belgo-luxembourgeoise, le montant du droit d'accise sera remboursé dans la proportion de celui qui aura été perçu par l'Etat et ne pourra, dans aucun cas, dépasser cet import.

Art. 22. Une décharge supplémentaire de 1% est accordée en cas d'exportation, en compensation du déchet résultant de la rectification, pour les eaux-de-vie ou alcools rectifiés titrant 40 degrés ou plus de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade. Cette décharge supplémentaire est calculée sur les quantités déclarées si celles-ci sont égales ou inférieures aux quantités constatées par les agents vérificateurs, ou sur les quantités constatées si celles-ci sont inférieures aux quantités déclarées: le tout ramené à 50 degrés, à la température de 15 degrés.

Art. 23. Le montant des droits à rembourser sera déterminé par le directeur des contributions. Le

Art. 15. Die Erstattung der Steuer wird nur gewährt, insofern die ausgeführten Fabrikate vom Ausführenden selbst hergestellt sind; jedoch kann der Steuerdirektor Ausnahmen in dieser Beziehung bewilligen. Die einzelnen Sendungen müssen wenigstens 20 Liter betragen und haben die Betreffenden nachzuweisen, daß die zu erstattende Steuer in Wirklichkeit vom Großherzoglichen Staat erhoben worden ist.

Art. 16. Wenigstens drei Tage vor der Ausfuhr ist dem Akzisedienstchef eine diesbezügliche Anmeldung in doppelter Ausfertigung einzureichen. Diese Anmeldung muß angeben: Zahl, Inhalt, Gewicht und Zeichen der Umschließungen, Art, Menge und Stärke des Branntweins, bei 15°, sowie die einer Stärke von 50° bei derselben Temperatur entsprechende Menge, die Stunde der Abfahrt und diejenige der Ankunft auf der Station, von der die Versendung erfolgt. Im Falle wo der Alkoholgehalt der auszuführenden Fabrikate nicht genau mittelst des Alkoholometers zu ermitteln wäre, hat der Ausführende als Beleg seiner Anmeldung eine Bescheinigung seitens eines amtlich beauftragten Chemikers zu erbringen, die den Alkoholgehalt der Fabrikate feststellt. Die dem Chemiker zu unterbreitende Probe wird durch einen Beamten der Steuerverwaltung entnommen; die infolge der Probeentnahme nicht mehr vollständig gefüllten Behälter werden unter Aufsicht der Verwaltung gestellt. Die eine Ausfertigung der Anmeldung wird dem Lokal-Steueramte behufs Eintragung ins Ausfuhrregister ausgehändigt; die andere Ausfertigung muß die Sendung bis zum Ausgangsamte begleiten, allwo sie mit der Erledigungsbefcheinigung versehen wird.

Art. 17. Die Steuerbeamten können die ausführliche Revision der Sendung in der Behausung des Ausführenden oder auf dem Einladequai der Eisenbahnen vornehmen. Die Revision muß durch zwei Steuerbeamte vorgenommen werden; das Ergebnis der Revision wird in die betreffende Spalte der gemäß vorstehendem Artikel erfolgten Anmeldung eingetragen. Nach Beendigung der Revision werden die zur Ausfuhr bestimmten Frachtgüter mit dem Siegel der Akzisenstation verschlossen oder unter Bleiverluß gestellt.

Art. 18. Die Erstattung der Steuer erfolgt nur auf Einreichung der Ausfuhranmeldung, die mit einer Erledigungsbefcheinigung des Ausgangsamtes versehen sein muß, aus der hervorgeht, daß die Fabrikate ins Bestimmungsland oder aber in das Land eingegangen sind, durch das sie ausgeführt werden müssen, um an ihren Bestimmungsort zu gelangen oder für ein überseeisches Land verschifft werden zu können.

Art. 19. Die mit der Erledigung des Ausgangsamtes versehene Ausfuhr-Anmeldung muß dem Ausstellungsamte, bei Strafe des Rechtsverlustes, spätestens sechs Wochen nach dem Datum der Erledigungsbefcheinigung zurückgeschickt werden.

Art. 20. Die Kosten für Prüfung des Denaturierungsmittels und des denaturierten Branntweins durch den amtlich beauftragten Chemiker, sowie diejenigen für Analyse der in das Wirtschaftsvertragsausland auszuführenden Branntweine und alkoholhaltigen Fabrikate sind zu Lasten der Empfänger, der Denaturierungs- und resp. Ausfuhrantragsteller.

Titel V. — Erstattung der Steuer.

Art. 21. Für inländischen Branntwein der in dem unter Art. 13 gegenwärtigen Beschlusses angegebenen Falle Verwendung findet, sowie für Branntwein und alkoholhaltige Fabrikate, welche in das Wirtschaftsvertragsausland ausgeführt werden, wird ein im Verhältnis zu der vom Staate erhobenen Steuer stehender Betrag zurückerstattet; in keinem Falle jedoch darf die Erstattung die Höhe der wirklich erhobenen Steuer übersteigen.

Art. 22. Ein Ergänzungsnachlaß von 1 % wird im Falle der Ausfuhr für rektifizierten Alkohol oder Branntwein von einer Stärke von 40 Grad oder mehr des Alkoholometers Gay-Lussac, bei einer Temperatur von 15 Grad des hundertteiligen Thermometers, als Ausgleich für den beim Feinbrand entstehenden Verluß bewilligt.

Dieser Ergänzungsnachlaß wird auf die d e f i a r i e r t e n Mengen berechnet, wenn letztere soviel oder weniger betragen, als durch die mit der Nachprüfung betrauten Beamten festgestellt wurde, oder auf die f e s t g e s t e l l t e n Mengen, wenn letztere weniger als die angemeldeten Mengen betragen: dies alles berechnet zu 50 Grad, bei einer Temperatur von 15 Grad.

Art. 23. Der Betrag der zu erstattenden Steuer wird von dem Steuerdirektor festgesetzt. Die zu erstattende

montant de la somme à rembourser sera avancé par le receveur du ressort des ayants-droit, sur l'autorisation du directeur des contributions.

Art. 24. Pour obtenir la restitution des sommes que les receveurs auront avancées à titre de remboursement des droits ensuite des dispositions qui précèdent, ils auront à présenter, en leur nom, une déclaration en double, appuyée de toutes les pièces justificatives nécessaires à sa liquidation.

Art. 25. Notre Directeur général des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juillet 1926.

CHARLOTTE.

Le Directeur général des Finances,
P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, portant revision des indemnités des commissions de l'examen de maturité aux gymnases et aux lycées de jeunes filles et de l'examen de capacité aux écoles industrielles et commerciales.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919, portant revision des indemnités des commissions de l'examen de maturité aux gymnases et aux lycées de jeunes filles et de l'examen de capacité aux écoles industrielles et commerciales;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes.

Les membres des commissions de l'examen de maturité aux gymnases et aux lycées de jeunes filles et de l'examen de capacité aux écoles industrielles et commerciales ont droit, chacun, à une indemnité de fr. 262,50, en dehors des frais de route et de séjour éventuels, qui sont liquidés conformément au règlement général du 14 mars 1922. En cas que le nombre des candidats participant à l'examen des trois gymnases, resp. aux deux écoles industrielles et commerciales ou aux deux lycées de jeunes filles dépasse au total le chiffre de 30, l'indemnité est portée à 337,50 fr. pour les commissions du groupe d'établissements intéressé. Si le nombre en question excède le chiffre de 60, l'indemnité correspondante est élevée à fr. 412,50.

Pour la fixation de ce nombre, il ne sera tenu compte que des candidats qui participent, en tout ou en partie, aux épreuves. Les candidats ajournés ne comptent qu'une seule fois.

Art. 2. Ces dispositions sont applicables aux commissions d'examen nommées pour l'année scolaire 1925—1926.

Art. 3. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 29 juillet 1926.

Charlotte.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Bech.

Summe wird, auf Ermächtigung des Steuerdirektors hin, von dem Steuereinnehmer, zu dessen Bezirk der Wohnort der Rechtsinhaber gehört, vorgestreckt.

Art. 24. Um die Rückzahlung der Summen zu erlangen, welche die Steuereinnehmer in Gemäßheit vorstehender Bestimmungen an Steuererstattungen vorgestreckt haben, müssen dieselben in eigenem Namen eine Deflaration in doppelter Ausfertigung einreichen; letztere muß von allen zur Liquidation erforderlichen Belegstücken begleitet sein.

Art. 25. Unser General-Direktor der Finanzen ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt, der im „M e m o r i a l“ veröffentlicht werden soll.

Luxemburg, den 29. Juli 1926.

Charlotte,

Der General-Direktor der Finanzen,
P.. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, portant revision des honoraires des jurys d'examen pour la collation des grades.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 8 mars 1875, concernant la collation des grades;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919, portant revision des honoraires des jurys d'examen pour la collation des grades;

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 décembre 1920, portant revision des honoraires des jurys d'examen pour l'art dentaire et la médecine vétérinaire;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les arrêtés grand-ducaux du 19 décembre 1919 et du 30 décembre 1920 susvisés sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

Les membres des jurys auront droit chacun à une indemnité de fr. 90 pour l'épreuve écrite de l'examen ainsi qu'à une indemnité de fr. 45 pour toute séance d'examen oral.

Ces indemnités leur sont encore dues lorsque l'épreuve écrite ou l'épreuve orale n'a pas eu lieu par suite du désistement des récipiendaires ou du récipiendaire, à moins que le président du jury n'ait été averti par le candidat 24 heures au moins avant la séance.

Les membres des jurys pour les examens en pharmacie, en médecine, en art dentaire et en médecine vétérinaire toucheront en outre une indemnité de fr. 45 pour chaque épreuve pratique à laquelle auront été soumis les candidats au grade de pharmacien, au doctorat en médecine, en chirurgie et en accouchement, à l'examen pour la candidature en art dentaire, à l'examen pour le grade de dentiste, ainsi qu'à l'examen pour le grade de médecin vétérinaire.

Art. 2. Ces dispositions sont applicables aux jurys d'examen nommés pour la session de 1926—1927.

Art. 3. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxemburg, le 29 juillet 1926.

Charlotte.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Bech.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, portant revision des indemnités des commissions pour l'examen pratique des aspirants-professeurs.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919, portant revision des indemnités des commissions pour l'examen pratique des aspirants-professeurs;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

Chaque membre des commissions pour l'examen pratique des aspirants-professeurs a droit, en dehors des frais de route éventuels, à une indemnité de fr. 187,50 par décision d'admission, d'ajournement ou de rejet prise lors d'une session ordinaire.

Si le candidat se retire avant la fin de l'examen, l'indemnité est proportionnée au nombre et à l'importance des matières qui ont fait l'objet de l'examen.

L'indemnité est également proportionnée pour les opérations des sessions d'ajournement, sans toutefois que le montant des honoraires puisse dépasser le chiffre de fr. 127,50 par candidat.

Les frais de route sont liquidés conformément au règlement général du 14 mars 1922 sur les frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Art. 2. Ces dispositions sont applicables aux commissions d'examen nommées pour la session ordinaire de 1926.

Art. 3. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Luxembourg, le 29 juillet 1926.

Charlotte.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Bech.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, portant revision des indemnités des membres des commissions de l'examen de passage aux établissements d'enseignement moyen.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919, portant revision des indemnités des membres des commissions de l'examen de passage aux établissements d'enseignement moyen;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'arrêté grand-ducal du 19 décembre 1919 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

Chaque membre de la commission de l'examen de passage aux gymnases, aux écoles industrielles et commerciales et aux lycées de jeunes filles a droit, pour les opérations de la session, à une indemnité de fr. 195, en dehors des frais de route et de séjour éventuels, lesquels sont liquidés conformément au règlement du 14 mars 1922. Lorsque le nombre des récipiendaires participant aux examens de la session dépasse le chiffre

de 30, resp. 60, l'indemnité est portée à fr. 240, resp. 285 pour chaque membre de la commission de l'établissement intéressé.

Pour la fixation de ce nombre, il ne sera tenu compte que des candidats qui participent, en tout ou en partie, aux épreuves. Les candidats ajournés ne comptent qu'une seule fois.

Art. 2. Ces dispositions sont applicables aux commissions d'examen nommées pour l'année scolaire 1925—1926.

Art. 3. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Luxembourg, le 29 juillet 1926.

Charlotte.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Bech.

Arrêté grand-ducal du 31 juillet 1926, prescrivant l'affichage des prix de vente dans les magasins de détail.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Considérant qu'il importe de permettre à l'acheteur de se rendre compte, par lui-même et sans dépendre du négociant, de la valeur réelle de la denrée ou marchandise exposée en vente, tant à l'intérieur qu'à l'étalage du magasin;

Sur le rapport de Notre Directeur général du commerce et de l'industrie, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Tout exploitant de magasin de détail, qui expose en vente ou vend des denrées ou marchandises appartenant à la branche de l'alimentation ou à celle de l'habillement, est tenu d'afficher, d'une manière visible et non équivoque, les prix de vente de chacune d'elles.

L'affichage portera à la fois :

1^o sur les denrées ou marchandises placées dans les vitrines;

2^o sur celles qui sont exposées en vente à l'entrée et à l'intérieur même du magasin.

Großh. Beschluß vom 31. Juli 1926, wodurch das Ausschreiben der Verkaufspreise für die Detailgeschäfte angeordnet wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

In Anbetracht, daß es angezeigt erscheint dem Käufer ein Mittel zu bieten, sich unabhängig vom Händler über den richtigen Wert der Lebensmittel oder Waren zu überzeugen, die sowohl im Innern des Ladens als im Schaufenster zum Verkauf ausgestellt sind;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Handels und der Industrie, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Jeder Inhaber eines Detailgeschäftes, der Waren der Lebensmittel- oder Bekleidungsbranche zum Verkauf stellt, ist verpflichtet eine jede dieser Waren mit einer lesbaren und nicht irreführenden Preisausschrift zu versehen.

Die Preisausschriften sind anzubringen:

1. auf den Lebensmitteln und Waren die im Schaufenster ausgelegt sind;

2. auf den Waren die im Eingang zum Laden, sowie im Ladeninnern zum Verkauf gestellt sind.

Art. 2. Les prix doivent être inscrits sur des étiquettes placées sur les denrées ou marchandises mêmes auxquelles ils se rapportent.

Une seule étiquette suffit pour des articles groupés au même endroit et qui sont à la fois de même nature, de même qualité et de même mesure ou forme.

Art. 3. Pour les denrées ou marchandises qui sont normalement susceptibles d'être vendues au poids ou à la mesure, les prix doivent être précédés ou suivis, sur les étiquettes, de l'indication du poids ou de la mesure auxquels ils se rapportent.

Art. 4. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende de 51 à 1000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 5. Le présent arrêté entrera en vigueur le quinzième jour après celui de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 31 juillet 1926.

Charlotte.

*Le Directeur général du commerce
et de l'industrie,
A. Clemang.*

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, concernant l'exportation et l'importation des céréales panifiables et des farines.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 6 juin 1923, autorisant le pouvoir exécutif à réglementer l'importation, l'exportation et le transit de certains objets, denrées ou marchandises;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et de Notre Directeur général du commerce et de l'industrie, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'exportation des céréales panifiables (froment, épeautre, seigle, méteil) (en gerbes, à l'état de grains, de farines, de gruaux, de sons, de rebulets et de remoulages), et des farines, et l'importation des farines, sont subordonnées à la production d'une licence à délivrer par le Directeur général du commerce et de l'industrie.

Art. 2. Die Preise sind auf Zetteln aufzuzeichnen, welche an den entsprechenden Waren selbst anzubringen sind.

Eine einzige Preisaufschrift genügt für Waren die am gleichen Plage zusammen ausgelegt sind, und die gleicher Art, gleicher Qualität, sowie von gleichem Gewicht oder gleicher Form sind.

Art. 3. Bei Lebensmitteln oder Waren die gewöhnlich nach Gewicht oder nach Maß verkauft werden, muß vor oder nach der Preisangabe die Gewichts- oder Maßbezeichnung, auf welche sie sich bezieht, angegeben sein.

Art. 4. Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses werden mit einer Geldstrafe von 51 bis 1000 Franken und mit einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis zu einem Monat, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Art. 5. Dieser Beschluß tritt am fünfzehnten Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 31. Juli 1926.

Charlotte.

*Der Generaldirektor des Handels
und der Industrie,
H. Clemang.*

Großh. Beschluß vom 29. Juli 1926, betreffend die Aus- und Einfuhr von Brotgetreide und Mehl.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. Juni 1923, wodurch die Exekutivgewalt ermächtigt wird, die Ein-, Aus- und Durchfuhr gewisser Gegenstände, Nahrungsmittel oder Waren zu regeln;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Direktors des Handels und der Industrie, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Ausfuhr von Brotgetreide (Weizen, Spelz, Roggen, Mengkorn) (in Garben, gedroschen, gemahlen zu Mehl, Grütze, Kleie, Vollmehl und Gries) und von Mehl, sowie die Einfuhr von Mehl sind einer von Unserem General-Direktor für Handel und Industrie auszustellenden Ermächtigung unterworfen.

L'exportation du pain est également interdite, sauf pour ce qui concerne les provisions de bouche des voyageurs.

Art. 2. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues à l'art. 3 de la loi du 6 juin 1923 susdite.

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juillet 1926.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
J. Bech.
Le Directeur général du commerce
et de l'industrie,
A. Clemang.*

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, portant fixation des jetons de présence et des frais de route revenant aux assesseurs près les tribunaux arbitraux en matière de louage de service des employés privés.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 13 mai 1926, modifiant l'alinéa 8 de l'art. 26 de la loi du 31 octobre 1919, portant règlement légal du louage de service des employés privés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général du travail, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les assesseurs aux tribunaux arbitraux en matière de louage de service des employés privés toucheront, à charge de l'Etat, un jeton de présence de 24 fr. par journée d'audience ou de délibération.

En cas de déplacement au delà de trois kilomètres du centre de leur résidence, ils toucheront en outre à titre de frais de route :

a) pour les voyages qui peuvent être effectués

Die Ausfuhr von Brot ist ebenfalls verboten mit Ausnahme der Mundvorräte für Reisende.

Art. 2. Die Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den in Art. 3 des obengenannten Gesetzes vom 6. Juni 1923 vorgesehenen Strafen bestraft.

Art. 3. Dieser Beschluß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 29. Juli 1926.

Charlotte.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
J. Bech.
Der General-Direktor des Handels
und der Industrie,
A. Clemang.*

Großh. Beschluß vom 29. Juli 1926, betreffend Festsetzung der Präsenz- und Reisegebühren für die Beisitzer bei den Schiedsgerichten in Sachen des Dienstvertrages der Privatangestellten.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 13. Mai 1926, wodurch Absatz 8 von Art. 26 des Gesetzes vom 31. Oktober 1919, betreffend gesetzliche Regelung des Dienstvertrages der Privatangestellten, abgeändert wird;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Arbeit, und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Beisitzer bei den Schiedsgerichten in Sachen des Dienstvertrages der Privatangestellten erhalten, zu Lasten des Staates, ein Präsenzgehalt von 24 Fr. pro Sitzungs- oder Beratungstag.

Für Reisen von mehr als 3 Kilometer vom Zentrum ihres Wohnortes aus erhalten sie außerdem als Reisepesen:

a) für Reisen, die auf der Eisenbahn zurückgelegt

en chemin de fer, le remboursement du billet de deuxième classe;

b) pour les voyages qui ne peuvent être effectués en chemin de fer, 0,50 fr. par kilomètre parcou sur la voie praticable la plus courte.

Art. 2. Le présent arrêté, qui sera publié au *Mémorial*, aura effet rétroactif à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 13 mai 1926.

Art. 3. Notre Directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 29 juillet 1926.

Charlotte.

Le Directeur général du travail,
P. Dupong.

Arrêté grand-ducal du 29 juillet 1926, portant majoration du tarif des huissiers.

NOUS CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 98 de la loi du 18 février 1885 sur l'organisation judiciaire, conférant au Gouvernement la faculté d'arrêter et de modifier les tarifs des frais de justice de toute nature par voie de règlement d'administration publique;

Vu l'arrêté grand-ducal du 16 juillet 1919, portant majoration du tarif des huissiers;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et de l'intérieur, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Il est accordé provisoirement aux huissiers des justices de paix et aux huissiers des tribunaux et de la Cour supérieure de justice une majoration de 50 % sur la taxe prévue par le tarif actuellement en vigueur.

Art. 2. Sont toutefois exceptés le droit de recette prévu par l'art. 5 de l'arrêté r.-g.d. du 12 mai 1875, portant révision du tarif des huissiers, et le coût des avertissements prévu par l'art. 2 de la loi

werden, Rückerstattung des Preises der Fahrkarte 2. Klasse;

b) für Reisen, die nicht auf der Eisenbahn zurückgelegt werden können, 0,50 Fr. per Kilometer bei Einhaltung des kürzesten Fahrweges.

Art. 2. Dieser Beschluß, welcher im „Memorial“ veröffentlicht wird, hat rückwirkende Kraft bis zum Datum des Inkrafttretens des Gesetzes vom 13. Mai 1926.

Art. 3. Unser General-Direktor der Arbeit ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Luxemburg, den 29. Juli 1926.

Charlotte.

Der General-Direktor der Arbeit,
P. Dupong.

Großh. Beschluß vom 29. Juli 1926, betreffend die Erhöhung der Gerichtsvollziehergebühren.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 98 des Gesetzes vom 18. Februar 1885 über die Gerichtsverfassung, welcher die Regierung ermächtigt, die Kostentaxen jeglicher Art durch öffentliches Verwaltungsreglement aufzustellen und abzuändern;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 16. Juli 1919, betreffend die Erhöhung der Gerichtsvollziehergebühren;

Nach Anführung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Justiz und des Innen-, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschloßen und beschließen:

Art. 1. Den Gerichtsvollziehern bei den Friedensgerichten, den Tribunalen und dem Obergerichtshof wird provisorisch eine Erhöhung von 50 %, der Taxe bewilligt, so wie dieselbe in dem gegenwärtig in Kraft stehenden Tarif vorgesehen ist.

Art. 2. Von dieser Erhöhung sind ausgenommen die durch Art. 5 des Kgl. Großh. Beschlusses vom 12. Mai 1875, über die Revision des Tarifes der Gerichtsvollzieher vorgesehene Einnahmegebühr, sowie

du 24 janvier 1874, sur la compétence en matière civile et commerciale; le coût desdits avertissements est porté à 3 fr. pour l'original et 1 fr. pour chaque copie à expédier aux défendeurs.

Art. 3. Notre Directeur général de la justice et de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 29 juillet 1926.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Norb. Dumout.*

Charlotte.

die durch Art. 2 des Gesetzes vom 24. Januar 1874, über die Zuständigkeit in Zivil- und Handelsfachen, vorgesehene Gebühr für Benachrichtigungen, die Gebühr für Benachrichtigungen ist auf 3 Fr. für das Original und auf 1 Fr. für jede an die Beklagten auszufertigende Abschrift festgesetzt.

Art. 3. Unser General-Direktor der Justiz und des Innern ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 29. Juli 1926.

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Norb. Dumout.*

Charlotte.

Avis. — Enregistrement. — A l'avenir, les bureaux de la Direction et des receveurs de l'Enregistrement seront accessibles au public tous les jours de huit heures du matin à midi et de deux heures à six heures de relevée, à l'exception des dimanches, des jours fériés ainsi que des après-midi de samedi à partir de midi et demi.

Les bureaux des hypothèques sont ouverts au public tous les jours de huit heures du matin à quatre heures de relevée, à l'exception des dimanches et des jours de fêtes légales; dans les après-midi de samedi, on y recevra uniquement les actes et documents ayant un caractère d'urgence. — 29 juillet 1926.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 28 juin 1926, le conseil communal de Feulen a édicté un règlement sur la canalisation à établir à Niederfeulen. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié.

— En séance du 11 juin 1926, le conseil communal de Petange a modifié le règlement de cette commune sur les jeux et amusements publics. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

— En séance du 11 juin 1926, le conseil communal de Petange a modifié le règlement de cette commune sur le transport des morts. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 28 juillet 1926.

Caisse d'épargne. — Déclaration de perte de livret. — Aux dates des 22, 23 et 27 juillet 1926, les livrets nos 176016, 156656, 244074 et 269155 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 29 juillet 1926.